

# LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

## Convention des Gaullistes Sociaux

### pour la Ve République

Novembre - Décembre 2009 : n° 60

#### Editorial

## Quelle identité nationale ?



Le débat engagé sur l'identité nationale ne nous apparaît pas inutile, même s'il comporte, en partie, des préoccupations électorales. Ce n'est pas parce que M. Le Pen a fait de ce thème — ou plutôt de la lecture qu'il en a donnée — un de ses principaux chevaux de bataille, qu'il faut le lui abandonner.

Qu'est, pour nous, l'identité de la France ? C'est à la fois un territoire ; une Histoire ; une communauté humaine ; une entité menacée.

Un territoire, c'est-à-dire un hexagone presque parfait, à l'extrême Occident de l'Eurasie, et des Dom et Tom répartis dans le monde, ce qui donne à la nation à la fois une présence sur tous les continents et une des réserves d'eaux territoriales les plus riches de l'univers.

Une Histoire, qui frappe d'abord par sa durée, qu'on la fasse remonter à Vercingétorix ou à Clovis, même si l'unité du pays, due à ses rois, a été longue à se parfaire. Unité que n'a pas rompue mais prolongée la grande secousse de la Révolution, qui a, en outre, enrichi la France par la proclamation des droits de l'homme et la quête de l'universel.

Une communauté humaine, sans cesse élargie par les apports extérieurs de population, qui n'a jamais refusé la diversité des provinces, des régions, des coutumes, des parlers, à partir du moment où la règle de l'égalité pour tous était acceptée et respectée par chacun. Ce qui exclut, bien entendu, toute dérive communautariste que pourraient inspirer la démagogie ou le fanatisme.

Une entité menacée, enfin, moins par les immigrations que par la pression fédéraliste des nostalgiques de l'Union européenne et le consentement, veule et lâche, d'une fraction de ce qui croit être l'élite, à la domination de la langue anglaise au détriment de la nôtre, que nous ont léguée les siècles. Car tous les symboles de notre indépendance doivent être défendus sans relâche : non seulement le français (que nous partageons avec nos amis francophones), mais aussi le drapeau tricolore (et aucun autre fût-il étoilé) et l'hymne national.

Car cette fidélité au passé sera, pour nos enfants, le meilleur gage d'avenir.

**Jean CHARBONNEL**  
Ancien ministre



“ *La France, c'est tous les Français.* ”

*Ce n'est pas la gauche, la France.*

*Ce n'est pas la droite, la France.* ”

Charles de Gaulle  
16 décembre 1965



*Puisque tout recommence toujours, ce que j'ai fait sera, tôt ou tard, une source d'énergies nouvelles après que j'aurai disparu.*

Général de Gaulle - *Mémoires de guerre, tome III, p. 289.*



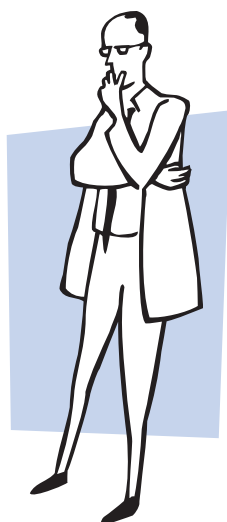
# NOTRE MEMOIRE

## Notre mémoire



**Gaston Palewski fut un des très proches du général de Gaulle, à toutes les étapes du gaullisme, du RPF au gouvernement, où il fut à plusieurs reprises appelé. Il nous donne, dans une page de ses «Mémoires d'action», une des analyses les plus pertinentes qui ait été faite du gaullisme militant lorsqu'il s'opposa au régime des partis.**

— «Je veux revenir ici sur la genèse du RPF. Dans l'esprit du Général, celui-ci devait être tout autre chose qu'un parti. Mais, bien au contraire, un rassemblement d'hommes plaçant l'intérêt national au-dessus de l'esprit de parti. C'est ainsi que la double appartenance fut demandée à tous ceux qui semblaient avoir vocation de servir cet intérêt national. On sait avec quel dédain cette offre fut repoussée à la demande des Etats-majors de parti. Depuis, la IV<sup>e</sup> République a réussi à vivoter grâce aux subsides du plan Marshall,



c'est-à-dire dans une semi-dépendance. Mais elle s'est montrée incapable de résoudre les immenses problèmes posés par les craquements du vieux monde qui s'en allait.

Ce n'était nullement contre le régime parlementaire que se dressait le général de Gaulle. C'est contre le régime exclusif des partis. Aujourd'hui, après plus de vingt ans d'une bonne Constitution, on a peine à se représenter ce qu'était ce régime exclusif des partis, chaque parti déléguant au gouvernement quelques-uns de ses membres d'après un contrat gouvernemental qui forcément ne pouvait tenir compte des éventualités nouvelles. Alors, quand celles-ci se produisaient, il fallait rechercher un nouvel accord sous peine de voir le gouvernement se disloquer. C'est ainsi qu'on préférerait ajourner le règlement des problèmes. Mais, quand les problèmes exigent un règlement immédiat et qu'on les laisse de côté, ils se vengent».

*Mémoires d'action*

*Paris, Plon, 1988, p. 253 - 254*

# CHRONIQUE

## Chronique



**Notre ami Gilles LE BEGUEC, professeur des universités à Paris X Nanterre et à l'Institut d'Etudes politiques de Paris nous fait ici un point précieux sur l'état d'avancement des études gaulliennes, dont la fécondité ne peut que nous réjouir.**

**>> Quand le «phénomène gaulliste» devient objet d'histoire**

Les écrits concernant Charles de Gaulle et le gaullisme sont presque aussi anciens

que la «geste» gaullienne elle-même. Mais l'historien se doit d'opérer des distinctions. Pour s'en tenir aux années postérieures à la fondation de la Ve République, on peut ainsi isoler, de manière un peu schématique, trois phases principales. La première est celle des essais, avec toutefois l'amorce d'un travail de recherche à caractère davantage scientifique, en provenance pour l'essentiel du monde des juristes et des politologues. La publication des ouvrages à tous égards pionniers du plus inventif et du mieux informé de ces politologues, Jean Charlot, prématurément disparu, ouvre une voie nouvelle, avec un déplacement progressif de l'attention en direction du «phé-

nomène gaulliste» (titre donné par Jean Charlot au livre, capital, paru en 1970). Au cours de cette deuxième période, la littérature savante reste dominée par les spécialistes de science politique, même si les historiens de profession commencent à s'aventurer sur le terrain de diverses façons : participation aux colloques organisés sous les auspices de la Fondation Charles de Gaulle, ouvrages de synthèse (François-Georges Dreyfus et Jean Touchard, notamment), encadrement de la recherche entreprise, à un échelon plus modeste, par des étudiants de maîtrise ou de DEA, le matériau ainsi rassemblé étant d'ailleurs assez considérable. Enfin, on peut dater des années 1990-2000 l'entrée dans une troisième phase, celle du véritable temps de l'Histoire.

De ce point de vue, la tenue en 1997 du *Colloque de Gaulle et le RPF*, organisé à l'initiative de l'Université de Bordeaux III et de la Fondation Charles de Gaulle, a sans doute marqué le tournant décisif. Grâce à l'ouverture de nombreux fonds d'archives, et à la multiplication des livres de souvenirs rédigés par les «compagnons», les historiens, tout spécialement les historiens de la génération montante, ont investi ce champ de recherches. Sans perdre de vue le rôle central de l'homme du 18 juin, ils ont désormais tendance à braquer davantage le projecteur sur les organisations d'inspiration gaulliste, sur les «réseaux» gravitant autour de ces organisations, sur les personnalités qui les ont animées et sur les entourages de ces personnalités.

Dans la foulée des travaux novateurs de Bernard Lachaise sur le gaullisme dans le grand Sud-Ouest, de Jean-Paul Thomas, sur le RPF et l'héritage du PSF, et de Frédéric Turpin sur les gaullistes et la guerre d'Indochine, quelques grandes thèses ont ainsi vu le jour, mention spéciale pouvant être faite de la thèse de François Audigier consacrée à l'Union des jeunes pour le Progrès (UJP), de la thèse d'habilitation de Frédéric Turpin sur la politique africaine de la France et l'action menée par Jacques Foccart, et, plus récemment, de la thèse monumentale de Jérôme Pozzi sur les «Mouvements gaullistes de 1958 à 1976» (Université de Nancy II, décembre 2008). D'autres travaux universitaires sont actuellement en chantier, portant sur des sujets aussi variés que les équipes de collaborateurs de Georges Pompidou (Sabrina Tricaud, Université de Paris-Ouest La Défense) ou les relations entretenues par de Gaulle avec le milieu de la haute fonction publique (David Valence, IEP, Paris). Parallèlement, les colloques permettant une libre confrontation des points de vue entre spécialistes et acteurs se sont succédé à un rythme impressionnant, avec une focalisation sur le parcours des principaux «compagnons»

descendus dans l'arène politique, au premier rang desquels Georges Pompidou (grâce à l'activité débordante et remarquablement avisée de l'Association Georges Pompidou), Michel Debré et Jacques Chaban-Delmas. Rien que pour la rentrée 2009, deux manifestations scientifiques importantes ont ainsi pu se tenir, l'une, à Paris, consacrée à Jacques Chaban-Delmas et au discours du 16 septembre 1969, l'autre, à Libourne, consacrée à la figure et à l'action de Robert Boulin. Signalons, enfin, la parution très récente d'un numéro spécial de *Parlement(s)*, revue publiée par les soins du Centre d'Histoire parlementaire et politique dirigé par Jean Garrigues, numéro consacré aux Gaullistes au Parlement sous la Ve République. Ce travail collectif a été coordonné par un jeune historien, David Bellamy, avec le soutien de l'équipe de recherches «Gaulhore», créée à l'initiative de Bernard Lachaise, professeur à l'Université de Bordeaux III.

Il ne faut pas faire dire à ces jeunes chercheurs davantage qu'ils n'ont voulu dire : la démarche scientifique qui est la leur n'im-



plique pas nécessairement l'adhésion aux idées portées par les mouvements se réclamant du fondateur de la Cinquième République. Mais elle est indissociable d'une volonté de proposer une évaluation plus exacte de l'importance du «phénomène gaulliste», cher au regretté Jean Charlot, dans l'histoire de la France contemporaine.

Il reste à ajouter que cet effort n'est pas le propre de l'historiographie française. Jusqu'à une date assez récente, les travaux sur le général de Gaulle et le gaullisme étaient surtout le fait de politologues et d'historiens de langue anglaise. Il n'en va plus de même aujourd'hui, le cas italien constituant ici un véritable cas d'école.

**Gilles LE BEGUEC**

# ENTRE LES LIGNES

## Entre les lignes



Cet ouvrage considérable, de 687 pages, publié sous la direction de Benoît Collombat, grand reporter à *France Inter*, et de David Servenay, avec le concours de plusieurs de leurs collègues journalistes tente un pari difficile : comprendre — et souvent juger — cette grande force économique, financière, sociale, politique qu'est le patronat français d'aujourd'hui. Un tel sujet, qui n'avait jamais fait l'objet d'une synthèse aussi détaillée, mérite quelques réflexions, même rapides.

Il faut d'abord noter la portée historique de cet effort, puisque les principaux aspects du patronat sont analysés dans le livre depuis la Libération jusqu'à la période actuelle, soit pendant deux Républiques, d'innombrables gouvernements, des majorités politiques changeantes, avec la volonté constante d'épouser le rythme de ces mutations : la reconstruction du «système» patronal jusqu'en 1958 ; l'«émergence sauvage» du capitalisme français jusqu'en 1968 ; le «socialisme patronal» jusqu'en 1987 ; l'arrivée de la mondialisation de 1988 à 1997 ; et, enfin, ce que les auteurs appellent «l'ère des tueurs»...

Cette volonté non seulement de survoler mais d'analyser, parfois en profondeur, ce patronat a conduit les auteurs à multiplier les monographies sur tel ou tel aspect de la politique patronale et sur la personnalité des patrons eux-mêmes. Ce qui nous vaut une galerie, parfois pittoresque, des grands patrons qui ont marqué la période : Dassault, Floirat, Bouygues, Bébéar, Lagardère, et beaucoup d'autres.. Mais ces études, souvent fouillées, parfois brèves, n'ignorent jamais le contexte dans lequel s'est située l'action du patronat français, depuis l'affaire de la Cagoule en 1937 jusqu'à «l'offensive des groupes privés à l'assaut des services publics» d'aujourd'hui, en passant par l'œuvre occulte de rescapés de la collaboration comme Georges Albertini, les nombreuses harmoniques de l'affaire Lip ou les entreprises hasardeuses de Bernard Tapie.

Chaque fois, ces analyses sont accompagnées d'une bibliographie «pour en savoir plus», afin de permettre des recherches ultérieures.

C'est dire le sérieux de cette tentative, dont les résultats sont évidemment inégaux, compte tenu de la diversité des sujets et des difficultés d'accès à certaines sources. Qu'en conclure ?

Même si le regard d'ensemble est critique et «l'instruction» des affaires patronales le plus souvent à charge, quelques constatations objectives ressortent de ce vaste examen : la puissance patronale demeure forte quelle que soit la conjoncture économique, sociale ou politique ; la grande majorité du patronat reste attachée au libéralisme économique, qu'il s'exprime sous la forme du capitalisme «rhénan» ou purement financier ; le poids des lobbies avec leur prolongement bruxellois d'aujourd'hui, n'a pas diminué malgré l'effort de restauration de l'Etat entrepris après 1958.

Ce qui nous permet de poser avec plus d'insistance un des problèmes-clé de notre avenir : est-il encore possible, sera-t-il demain possible de maintenir l'arbitrage de l'intérêt général dans la vie de la nation ? La partie n'est pas gagnée ■



A lire :

**Benoît Collombat  
et David Servenay**

**Histoire secrète du patronat  
de 1945 à nos jours.**

*Paris, La Découverte, 2009*

# DIALOGUES

## Dialogues

### 1 *Peut-on dresser un bilan, à mi-mandat, de la politique étrangère du président Sarkozy ?*

**La Lettre d'Argos :** Malgré ses limites naturelles et quelques échecs, elle a été et demeure active et, à ce titre, mérite la considération.

Il est certain que le président de la République et sa diplomatie n'ont guère avancé dans les difficiles problèmes iranien et israélo-palestinien ni progressé dans la réaffirmation, indispensable, de la présence française dans le Maghreb et dans une Afrique noire que menace, plus que jamais, la marée chinoise. La diplomatie des affaires, positive au Kazakhstan, doit encore se négocier difficilement au Brésil. Les relations avec les Etats-Unis restent voilées par le sourd malentendu qui éloigne M. Obama de M. Sarkozy. L'excellent projet d'Union pour la Méditerranée demeure au point mort, à la fois en raison de l'opposition initiale de l'Allemagne et par excès de confiance dans une possible coopération entre Israël et ses voisins arabes.

Mais c'est surtout sur le plan européen que la position française doit être évaluée. M. Sarkozy, comme Mme Merkel, ont marqué, notamment le 11 novembre, la réconciliation franco-allemande par des gestes forts, et ils ont eu raison. Face à la crise mondiale qui subsiste, même si certains signes de reprise commencent à se manifester, face aux hésitations de la nouvelle administration



américaine qui n'a pas achevé de se mettre en place, face à la nouvelle complicité qui s'esquisse entre les Etats-Unis et la Chine, il était bon que le noyau franco-allemand témoigne de sa solidarité et de sa solennité.

Mais après le pénible accouchement du traité de Lisbonne, les deux pays, comme l'ensemble de leurs partenaires de l'Union européenne, se trouvent maintenant devant les durs problèmes de son application. Comment concilier les rôles impartis au Président «stable» de l'U.E, au Haut-représentant d'une mythique politique étrangère commune et au Président de la Commission ? Comment concilier les susceptibilités nationales pour les nominations de personnes ? Comment aller du rêve à la réalité ? Les arbitrages intervenus n'ont servi qu'à gagner du temps. A suivre...

### 2 *Que pensez-vous des manifestations du souvenir qui ont marqué le 9 novembre 2009 ?*

**La Lettre d'Argos :** Nous pensons qu'elles ont été opportunes, car il importait de rappeler, notamment aux plus jeunes, l'immense portée qu'avait eue la destruction du mur de Berlin, il y a 20 ans. Cet acte majeur avait, en effet, signifié à la fois la fin d'un déchirement douloureux du peuple allemand, qui ne se justifiait plus 64 ans après la capitulation nazie, et la fin de ce qui restait du système stalinien en URSS et dans les démocraties dites populaires.

Nous ne dissimulons pas, pour autant, que les pouvoirs publics et les médias auraient pu également honorer l'anniversaire de la mort, il y a près de 40 ans, du général de Gaulle. D'abord, parce que sa haute figure le mérite plus que jamais. Mais aussi parce qu'il avait prévu (et accepté), bien avant beaucoup d'autres, que la réunification allemande était «dans la nature des choses». L'ancien combattant de Verdun qu'il était s'effaçait devant le visionnaire de la paix. Le chef de la France libre était le premier à tendre la main à l'ennemi vaincu. Peut-on l'oublier ?

### 3 *La tentative de M. de Villepin vous paraît-elle crédible ?*

**La Lettre d'Argos** : Nous ne le pensons pas, même s'il dispose d'indéniables qualités de culture, d'éloquence, de panache.

Mais il a sans doute eu tort de politiser à outrance l'affaire Clearstream dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas limpide. N'ayant, d'autre part, jamais pratiqué l'élection par le peuple, il ne connaît la vie politique qu'à travers l'atmosphère ouatée des palais nationaux, les intrigues du sérail, les combinaisons politiciennes.

Certes, Dominique de Villepin fut la voix de la France et même de l'humanité raisonnable lorsqu'il s'opposa, à l'ONU, à la folle politique de Georges W. Bush en Irak : et ce souvenir ne doit être ni minimisé ni négligé. Mais la conduite des affaires par le Premier ministre qu'il a été : il ne saurait en tout cas s'en prévaloir pour partir à la conquête du pouvoir. C'est pourquoi, nous ne souhaitons pas que des hommes et des femmes de bonne foi se laissent prendre à ce nouveau mirage.

### 4 *Avez-vous une opinion sur la situation actuelle de M. Chirac ?*

**La Lettre d'Argos** : Là encore, nous ne pouvons que prendre acte de la décision de Justice qui vient d'intervenir, renvoyant M. Chirac devant le Tribunal correctionnel. D'autant que les faits qui doivent lui être reprochés à cette occasion ne représentent qu'une faible partie — en raison des prescriptions intervenues et de l'interruption des poursuites liées à ses principats — de ceux dont il aurait dû avoir à rendre compte.

Mais Jacques Chirac aura aussi à rendre compte à l'Histoire, à la fois des méthodes qu'il a employées pour se hisser au pouvoir et du bilan, pour le moins médiocre, de son action à la tête du pays.

Et là, il n'y a pas de prescription ■

Le bureau de la Convention des Gaullistes Sociaux pour la Ve République, réuni le 20 novembre 2009, a salué la parution du 60e numéro de notre *Lettre d'Argos*. Il y a vu la confirmation de l'action que, malgré la modestie de nos moyens, nous nous efforçons de mener au service de la France et du gaullisme.

Nous souhaitons que tous nos amis nous aident, notamment en prenant des abonnements à la *Lettre*, à poursuivre notre œuvre de fidélité et de vérité, entreprise il y a plus de dix ans et que nous avons bien l'intention de poursuivre.



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

**Directeur de la publication :**  
Jean CHARBONNEL

**Abonnement :**  
Chèques à l'ordre de la Convention des gaullistes sociaux  
5 numéros par an : 30 €  
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

**Rédaction :**  
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

**Imprimerie :**  
CHAISTRUSSE s.a.  
19105 BRIVE

Dépôt légal : Novembre-Décembre 2009, n° 6770